



HAL
open science

**Liviu Chelcea & Puiu Latea, La Roumanie profonde
sous le communisme : dilemmes identitaires, histoire
locale et économie secondaire à Sântana**

Antoine Roger

► **To cite this version:**

Antoine Roger. Liviu Chelcea & Puiu Latea, La Roumanie profonde sous le communisme : dilemmes identitaires, histoire locale et économie secondaire à Sântana. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2002, 49 (2), pp.241-243. halshs-00258711

HAL Id: halshs-00258711

<https://shs.hal.science/halshs-00258711>

Submitted on 9 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Antoine Roger, IEP de Bordeaux, CERVIL

Compte rendu : Liviu Chelcea, Puiu Latea, România profunda în comunism : dileme identitare, istorie locala si economie secundara la Sântana
La Roumanie profonde sous le communisme : dilemmes identitaires, histoire locale et économie secondaire à Sântana, Bucarest, Editura Nemira, 2000, 255 p.

Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 49, 2, 2002, p. 241-243.

Les monographies villageoises occupent une place de choix dans le paysage scientifique roumain. Les travaux conduits sous la houlette du sociologue Dimitrie Gusti lui ont conféré un grand prestige dès les années 1930. Sous le régime communiste, des chercheurs ont pu reprendre le flambeau et se livrer à des enquêtes approfondies dans quelques communes rurales. Le propos académique s'est toujours doublé de considérations pratiques : les autorités politiques ont encouragé sinon encadré les travaux de terrain dans le but de mieux comprendre les réactions que les paysans opposaient à leur politique. Liviu Chelcea et Puiu Latea perpétuent cette tradition et s'en démarquent à la fois : s'ils affichent encore la volonté d'éclairer les dirigeants en place, ils livrent dans le même temps une réflexion critique sur la position du chercheur dans une société post-communiste. Ils pointent un doigt accusateur vers les scientifiques restés prisonniers d'un cadre de pensée hérité du régime déchu : ce blocage est selon eux à l'origine d'une « idéologie qui légitime une vision technocratique de la société ». Les autorités ne peuvent agir efficacement tant que les chercheurs ne les aident pas à comprendre les modalités selon lesquelles les mesures introduites au sommet sont distordues et réappropriées à la base. Si les sociologues ou les économistes qui travaillent sur le temps présent sont concernés au premier chef, les historiens ne bénéficient d'aucune clause dérogatoire. Plutôt que de se concentrer sur les agissements des « élites » et de chercher la « cohérence interne » des comportements observés dans le passé, ils doivent eux aussi s'efforcer de mettre au jour des « réseaux fluides de signification ». Il faut leur montrer que les individus « recontextualisent en permanence » les règles qui leur sont imposées afin de « les rendre utilisables dans leur vie quotidienne » (p. 243).

Pour mettre leurs préceptes à exécution, les auteurs choisissent de se concentrer sur deux axes de recherche : ils s'attachent tout d'abord à comprendre comment les discours sur la grandeur et l'homogénéité de la nation roumaine ont été reçus par la population sous le régime communiste ; ils s'efforcent ensuite d'analyser les stratégies de survie élaborées par les familles roumaines dans le contexte de pénurie des années quatre-vingts, en rupture avec les « types

prescrits par le discours officiel-hégémonique ». Les matériaux d'analyse sont tirés d'un travail de terrain mené à Sântana. Cette commune rurale de 15 000 habitants est située à une vingtaine de kilomètres de la préfecture Arad et à proximité de la frontière avec la Hongrie. Quatre groupes y sont identifiés : les Tziganes, les Saxons, les Roumains autochtones (nés au village), les Roumains nouveaux venus (pour la plupart originaires de Moldavie et installés dans le village après la Seconde Guerre mondiale). Pour analyser le comportement des villageois sur chacun des axes retenus, la « méthode ethnographique » a été privilégiée. Des « discussions informelles » ont permis d'obtenir des informations directes sur les comportements adoptés par tel ou tel groupe avant 1989. Plusieurs événements locaux (élections municipales, noces, fêtes religieuses...) ont prêté à une observation participante. Quarante entretiens semi-directifs et trente entretiens directifs ont complété le protocole d'enquête.

Soucieux de faire apparaître « la dimension narrative de l'identité », les auteurs s'attachent à trouver des traits récurrents dans les propos de leurs interlocuteurs. Ils montrent qu'en dépit de la propagande officielle diffusée par les autorités communistes, les Roumains autochtones et nouveaux venus ont été fortement influencés par le « modèle culturel saxon ». Les « traditions roumaines authentiques » exaltées par le pouvoir n'ont pas suscité l'engouement attendu à Sântana. L'examen plus approfondi de quelques « narrations identitaires » permet cependant d'isoler des cas déviants. Les interlocuteurs désignés « se sont comportés (où disent s'être comportés) en fonction de mobiles qui transgressaient la logique de leur groupe d'appartenance ». Encore ne se sont-ils pas alignés sur « l'idéologie officielle ». Pour « donner un sens à leur expérience quotidienne », ils se sont plutôt livrés à des « emprunts sélectifs ». Tel villageois « surinterprète la réalité (à tout le moins la réalité passée) sur un mode utopico-régressif » pour mettre l'accent sur « l'ordre traditionnel ». Tel autre condamne les « erreurs » de Ceausescu, mais sait gré à son prédécesseur Gheorghiu-Dej d'avoir entretenu la cohésion nationale. Un dernier villageois fait abstraction de la chronologie et appréhende la période communiste sur un mode allégorique en truffant son propos de références bibliques.

Les entretiens réalisés à Sântana permettent également de révéler les « stratégies d'adaptation à la pénurie provoquée par la réindustrialisation des années quatre-vingts ». Certains villageois ont entretenu un « petit trafic » avec la Hongrie voisine. Pour compléter leurs revenus, ils ont pris l'habitude de passer la frontière et de vendre des produits roumains (lingerie, matériel de plomberie, meubles, miel, porcelaine...) à des prix avantageux pour les populations hongroises. L'économie secondaire ainsi développée s'est accompagnée de « pratiques sociales » diversifiées.

Pour se déplacer à l'étranger, les citoyens roumains devaient obtenir chaque année le renouvellement de leur passeport. À partir de 1984, et dans le but de freiner l'exil des populations roumaines frappées par la pénurie, les autorités ont interdit qu'une famille obtienne plus d'un passeport. Les citoyens ayant des parents à l'étranger se sont vus refuser le droit de quitter le pays. Parmi les familles qui ont obtenu la possibilité de se rendre en Hongrie, toutes n'étaient pas en mesure de se livrer à un « petit trafic ». Une telle pratique exigeait la possession préalable d'une voiture et d'un pécule suffisant pour acheter de l'essence. Les douaniers étaient par ailleurs sommés de vérifier que la valeur des biens transportés n'excédait pas 250 lei. Ce seuil était toujours dépassé dans les faits, le trafic ne pouvant être rentable dans le cas contraire. Pour obtenir que les douaniers ferment les yeux sur l'infraction, il convenait de livrer 500 grammes de café ou un paquet de cigarettes américaines. La production étant principalement tournée vers l'exportation dans les années quatre-vingts, il était impossible de se procurer dans les magasins roumains certains des produits qui intéressaient les consommateurs hongrois. Il était nécessaire de les voler dans les usines, directement ou par l'intermédiaire d'un employé. Dans tous les cas, le silence des supérieurs devait être acheté. Des « cadres de négociation » se sont formés sur ce mode qui ont parasité les politiques mises en œuvre à l'échelle nationale.

L'analyse ainsi proposée ne manque pas d'attraits. Le croisement disciplinaire auquel elle invite est séduisant au premier abord : si des anthropologues spécialistes de la Roumanie ont déjà donné à leurs analyses des prolongements historiques (nous pensons notamment à Katherine Verdery) peu d'historiens autochtones ont jusqu'à présent parcouru le chemin inverse. Faute d'une assise méthodologique et théorique suffisamment ferme, il arrive cependant que l'escapade de Liviu Chelcea et Puiu Latea prenne le caractère d'une chevauchée sauvage. Un défaut d'intégration peut, tout d'abord, être relevé entre les parties de l'ouvrage : les discours sur l'identité et les stratégies économiques sont successivement analysés sans qu'une transition ou un quelconque développement vienne préciser le rapport qu'ils peuvent entretenir. Les quatre groupes identifiés dans la commune sont envisagés sur chacun des axes de recherche, mais ce dénominateur commun ne suffit pas à conférer une unité au propos. Les distorsions auxquelles peut prêter la méthode des entretiens directifs ou semi-directifs portant sur des faits anciens (reconstruction ; occultation...) sont traitées avec quelque légèreté par ailleurs : elles sont bien mentionnées (p. 46) mais aucune disposition n'est semble-t-il prise pour les désamorcer ou limiter leur effet. Il eût été intéressant à tout le moins de reproduire les grilles d'entretien en annexe. Quelques réserves peuvent également être formulées sur le plan théorique. Si le terme « interaction » est employé à diverses reprises, il n'a qu'une valeur incantatoire : la lecture proposée

reste dans l'ensemble univoque : les auteurs s'intéressent à la « réception » ou au « contournement » local des discours et des dispositifs économiques élaborés par les autorités centrales. Ils n'envisagent à aucun moment l'influence que les pratiques observées à la base peuvent avoir en retour sur les décisions adoptées au sommet. Les unités d'analyse retenues présentent enfin un caractère limitatif : les comportements examinés sont le fait d'un « groupe ethnique » ou d'un individu ; les différentes catégories sociales qui coexistent dans le village ne sont guère prises en considération. L'ouvrage peut être considéré en somme comme une ébauche stimulante, destinée à recevoir quelques prolongements et quelques correctifs.